



COMMUNIQUE DE PRESSE DU 20 SEPTEMBRE 2017

Où est l'argent pour les droits sexuels et reproductifs ? Garantir le droit des femmes à disposer de leur corps: la France doit tenir ses engagements

Chaque année 303 000 femmes décèdent des suites d'un avortement à risque ou d'un accouchement mal accompagné. Cette situation requiert des financements en matière d'information et d'accès à la contraception et à l'avortement. L'aide publique au développement de la France peut, et doit, y contribuer.

A l'occasion de la journée internationale du droit à l'avortement le 28 septembre et de la journée mondiale de la contraception le 26 septembre et face aux actions et aux politiques qui menacent la vie et les droits des femmes, le Conseil Économique, Social et Environnemental, le Comité ONU Femmes France, Equilibres & Populations, la Fondation des Femmes, le Fonds pour les Femmes en Méditerranée, le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes et Women's WorldWide Web s'associent à l'occasion d'un évènement qui se tient le 20 septembre au CESE (diffusé en live à [ce lien](#)).

L'objectif est d'interpeller les responsables politiques françaises afin qu'elles et ils prennent des engagements financiers concrets pour la promotion des droits et de la santé sexuels et reproductifs (DSSR) des femmes en France et dans le monde, et rattrapent ainsi l'important retard qu'elles et ils ont pris en termes d'aide publique au développement dans ce domaine.

L'égalité femmes-hommes a été déclarée grande cause nationale du quinquennat. Pourtant le ministère de plein droit promis pour les droits des femmes a abouti à un secrétariat d'Etat avec une coupe budgétaire inédite de 27 %. En ce qui concerne l'aide publique au développement, elle ne s'élève aujourd'hui qu'à 0,38% du revenu national brut, loin de l'engagement historique des 0,7% et la part spécifiquement dédiée à la promotion des droits des femmes est bien plus faible que dans les principaux autres pays de l'OCDE.

L'actualité internationale appelle une réponse. La montée des fondamentalismes religieux et des droites réactionnaires porte sérieusement atteinte aux droits des femmes partout dans le monde. S'il ne fallait mentionner qu'un seul exemple, la politique menée par Donald Trump serait sûrement la plus emblématique. Le nouveau « Global Gag Rule » du Président américain menace directement près de 10 milliards de dollars attribués chaque année à des programmes de santé dans le monde.

Parce que l'accès aux droits sexuels et reproductifs est une condition sine qua non pour l'autonomie des femmes et pour l'égalité entre les femmes et les hommes, le gouvernement français doit traduire ses engagements en actes et financer la protection et l'effectivité des droits des femmes, en France et à l'international.

En septembre 2016, un consortium réunissant le Conseil économique social et environnemental, le Comité ONU Femmes France, la Fondation des Femmes, le Fonds pour les femmes en Méditerranée, le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes et Women's WorldWide Web, a rendu public le premier rapport dressant un état des lieux des financements consacrés aux droits des femmes en France : « Où est l'argent pour les droits des femmes ? Une sonnette d'alarme ».